

Léon Trotsky

Convictions et forces réelles

Discours prononcé devant la Conférence du PC ukrainien
Les tâches du XIIe congrès

20 avril 1923

Ce texte comprend deux extraits du discours prononcé par Trotsky à Kharkov lors de la conférence du Parti Communiste Ukrainien. Première parution complète en français dans les n°s 16 et 17 (4e année) de La Correspondance Internationale. Les deux textes sont ici juxtaposés afin de rétablir le discours dans sa quasi-intégralité. Le titre est celui de la La Correspondance Internationale

Citation extraite de **L'Internationale Communiste après Lénine** : Déjà, à l'époque du XIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, au printemps de 1923, deux positions se manifestèrent nettement à propos des questions économiques de l'Union soviétique; elles se développèrent durant les cinq années suivantes et on put procéder à leur vérification à propos de la crise du stockage des blés en 1921-1928. Le Comité central considérait que le principal danger menaçant l'alliance avec la paysannerie venait d'un développement prématuré de l'industrie, et il en voyait la confirmation dans la prétendue « crise de vente » de l'automne de 1923. Au contraire, j'avais soutenu au XIIe Congrès l'idée que le danger principal menaçant la « smytchka » [cohésion] et la dictature du prolétariat était représenté par les « ciseaux » qui symbolisent l'écart entre les prix agricoles et les prix industriels, écart reflétant le retard de l'industrie ; le maintien et, à plus forte raison, l'accroissement de cette disproportion devaient inéluctablement entraîner une différenciation dans l'économie agricole et la production artisanale, et la croissance générale des forces capitalistes. J'ai développé clairement cette analyse lors du XIIe Congrès. C'est à ce moment que j'ai aussi formulé l'idée que, si l'industrie retardait, les bonnes récoltes deviendraient une source alimentant non pas le développement socialiste mais les tendances capitalistes et qu'elles fourniraient ainsi aux éléments capitalistes un outil de désorganisation de l'économie socialiste.

Extrait du **Bulletin Communiste** n° 17 du 26/04/1923.

Depuis le 15 avril se tient à Moscou le XIIe Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik).

L'Humanité a publié sur les questions débattues une série d'articles de Boris Souvarine. Nous donnons ici d'importants extraits d'un discours prononcé à Kharkov par Léon Trotsky, devant la Conférence du Parti Communiste ukrainien.

Les tâches du XIIe congrès

Le prolétariat d'Europe qui, en 1918-19 se jetait spontanément à l'assaut de la bourgeoisie a commencé, dans ses grandes masses, à s'interroger sur ce qui lui manque pour la conquête du pouvoir et la transformation sociale. Deux vagues se sont croisées. La bourgeoisie s'est sentie politiquement

affermie, la classe ouvrière a éprouvé un mouvement de reflux visible au cours des trois dernières années

Ce sont là deux faits de la plus haute importance.

Marx nous a enseigné qu'une classe ne sait pas toujours ce qu'elle est. Une classe peut être puissante sur sa situation dans la production et ne pas le savoir ; une classe peut déjà avoir perdu la moitié ou les trois-quarts de sa puissance économique, mais tenir encore, par son expérience, par l'inertie des autres, par ses habituelles méthodes de gouvernement. Telle est la situation que nous constatons en Europe.

Après l'expérience de 1918-19, la bourgeoisie se croit beaucoup plus forte qu'elle ne l'est en réalité, puisqu'elle ne peut restaurer la vie économique, puisque le déclin du capitalisme continue, puisque les classes possédantes n'ont pas trouvé d'autres méthodes que celles de la violence, de la conquête, de la destruction : voir la Rhur. [1] Or, une classe qui ne sait pas diriger la production est condamnée.

Après l'expérience de 1918-19, le prolétariat, au contraire, dans son écrasante majorité, se sent beaucoup plus faible qu'il ne l'est en réalité. Comme la Russie a traversé, avant d'arriver au kérenskisme chancelant, la période de vigueur apparente de l'autocratie incarnée par Stolypine, l'Europe bourgeoise connaît aujourd'hui des illusions semblables. La clef de toute la situation politique actuelle est là : dans la différence entre la situation, la force objective des classes et la conscience qu'elles en ont.

Les événements, qui s'accomplissent en Europe peuvent encore orienter à droite la politique officielle des Etats, vers le monopole impérialiste de quelques coteries extrêmes de la bourgeoisie ; mais ce mouvement approfondira encore le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre l'Etat bourgeois et les besoins élémentaires, fondamentaux, de la vie économique des nations, préparant ainsi l'inévitable catastrophe révolutionnaire.

Cette catastrophe se rapproche en Occident et en Orient, plus lentement, il est vrai, que nous ne l'espérions en 1918. Le temps joue en politique un rôle énorme. Il s'avère que les peuples arriérés de l'Asie et le prolétariat avancé de l'Europe ont besoin de plus de temps pour préparer la révolution que nous ne le croyions. De là la nécessité de reviser nos tâches et nos méthodes comme nous l'avons fait au 10e Congrès du P. C. russe et au 3e Congrès de l'Internationale Communiste.

Une pause de l'Histoire

Mais si nous ne pouvons recevoir bientôt en Russie, l'aide de la technique française et allemande, il faut bien que nous consacrons la plus grande attention aux rapports des forces dans notre pays, à l'état de l'agriculture à l'endurance et à la solvabilité du paysan. De là la nouvelle politique. L'année écoulée nous induit-elle à la reviser ? Non, le déplacement des forces — qui a commencé par la défaite des ouvriers italiens en septembre : 1919 et continué en 1920 par notre retraite sous Varsovie, puis en 1921 par la défaite de l'offensive prématurée du prolétariat allemand, — ce déplacement des forces qui a mis fin au premier élan spontané de la révolution ne s'est pas modifié.

Nous avons souvent appelé, nous servant d'un mot de Lénine, la période qui suit celle du communisme de guerre, une «trêve». Cette trêve, que nous espérions courte semble devoir être une pause de l'Histoire, et nous ne savons pas encore si des mois ou des années se passeront avant qu'elle finisse. Mais, indéniablement, ce n'est plus d'un simple répit, c'est d'une époque historique qu'il s'agit.

La tâche essentielle du 12e Congrès

Nous devons, le long au sentier russe, accomplir encore un grand voyage dans notre pauvre carriole paysanne. Est-elle en bon état ? Tiendra-t-elle ? Voilà la question essentielle. Nos armes, nos procédés, nos méthodes, tiendront-ils pendant toute cette époque ? Examinons d'abord les relations entre la classe ouvrière et la classe paysanne. Elles embrassent la question de la production, car notre industrie repose sur notre économie rurale ; examinons les rapports de la classe ouvrière et des nationalités jadis opprimées (ce n'est, en réalité, qu'une question dérivée de la première), puis les rapports entre le Parti et la classe ouvrière et, enfin, entre le parti et le mécanisme de l'Etat qui, chez nous, est particulièrement défectueux. En réalité, tout absolument se rattache aux rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Si l'époque de la *Nep* se prolonge, il en résulte que ses dangers se multiplient et que ses problèmes exigent des solutions plus adéquates. Nous devons désormais parler non des nouvelles mesures préventives contre des dangers possibles, mais de la régularisation et de la systématisation des méthodes appropriées à la solution des difficultés de l'époque.

Prolétariat et paysannerie

Dans ses récents articles consacrés à *l'Inspection Ouvrière*, Lénine conclut en somme ainsi : «Allez de l'avant, mais ne vous emballez pas, rappelez-vous que dans la nouvelle étape mondiale, en présence de la *Nep* à l'intérieur, notre industrie et notre Etat n'ont d'autre appui que l'économie rurale arriérée à laquelle ils ne peuvent demander que des ressources limitées». Lesquelles ? Il faut ici un calcul attentif. Et les camarades qui comme Larine, soutiennent que nous demandons trop peu aux masses paysannes, se trompent certainement. Nous ne devons rien demander de plus au paysan que ce qu'il peut réellement nous donner. Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année. C'est une formule qu'il comprendra et qui doit être pour cela même à la base de notre politique intérieure. Elle est profondément différente de celle du communisme de guerre. Nous demandons alors au paysan tout l'excédent du nécessaire ; or sans excédent, une entreprise périclite et tombe. Nous lui disons aujourd'hui : l'excédent est indispensable au relèvement de ton entreprise. Garde-le. Car sans relèvement de l'agriculture nous n'aurons pas d'industrie.

Oui, nous sommes ici des «conciliateurs». Nous voulons absolument que le prolétariat s'entende avec la paysannerie. Ainsi est résolue en principe la question quantitative de l'impôt. Reste celle des modalités de prélèvement. L'agriculteur vit avec les saisons, son travail a besoin d'être calculé, prévu. S'il se trouve en présence d'une fiscalité instable ou compliquée il en souffre. Il faut donc ramener à l'unité les taxes et les impôts infiniment variés. Simplifier l'impôt. Le rendre intelligible au paysan et facile à verser. Etablir l'équivalent en argent de l'impôt en nature.

Exportation et politique fiscale

Notre politique fiscale est un des aspects les plus importants des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Mais à cette question se rattache celle de l'exportation. Si nous sommes tous d'accord pour laisser au paysan l'excédent de sa production, nous devons lui donner les moyens de le réaliser. Il ne le peut pas uniquement sur le marché intérieur, car il en résulte une effrayante disproportion des prix entre les produits de l'agriculture et ceux de l'industrie. Ce n'est pas une conséquence de l'état de notre industrie mais plutôt celle de l'isolement de notre agriculture coupée du marché mondial. Ce qu'il faut donc, c'est donner au paysan la possibilité de vendre sur le marché mondial une partie de sa production.

Entre notre paysan et le marché étranger, il n'y a plus de spéculateurs il y a désormais l'Etat soviétiste assumant le rôle d'intermédiaire. La simplification et la régularisation de notre politique fiscale tient de près à l'exportation des blés russes. Et le monopole du commerce extérieur, condition vitale de la dictature du prolétariat nous impose ici la nationalisation, le plan unique. On ne peut vendre et acheter au hasard. Notre commerce extérieur doit s'accorder avec le développement de notre économie rurale et tenir compte des possibilités croissantes d'exportation de blé, comme de la nécessité de défendre notre industrie. Car nous sommes résolument partisans du protectionnisme socialiste, sans lequel le capital étranger pillerait notre industrie.

Le Parti et l'Etat

Vladimir Illitch a dernièrement parlé, dans ses articles, de notre Etat. Reconnaissons-le, personne n'aurait eu le courage d'en parler en ces termes, en des termes que l'on ne répète même pas volontiers Vladimir Illitch écrit de notre mécanisme gouvernemental qu'il est très voisin de celui du tsarisme — ni plus ni moins. Repeint, aux couleurs soviétistes, c'est toujours, dit-il, le même mécanisme bureaucratique. — Et voilà un œuf de Pâques offert au menchevisme international ! Quels sont les coupables ? Cet Etat, les Soviets l'ont formé, les Soviets dirigés par le Parti. D'où viennent ses défauts ? Comme il y a une foule de choses que nous ne savons pas faire et comme pourtant il faut les faire, force nous est d'employer des gens ayant des compétences ou des demi-compétences, et qui n'ont souvent que peu de bonne volonté ou pas du tout. Nous avons construit notre Etat avec des jeunes communistes d'une abnégation complète, mais égalée par leur inexpérience, avec des fonctionnaires indifférents, avec des spécialistes chevronnés, sachant parfois saboter d'une façon irréprochable. Pouvons-nous renoncer à leur collaboration ? Certes non. Tenons compte du temps, comprenons qu'il est difficile de remplacer en cinq ans une société par une autre, et que les grandes tâches doivent être abordées avec système. Le plan de Lénine, en ce moment accepté par l'immense majorité du Parti, consiste à aborder systématiquement la transformation de notre Etat. Comment ? Par le Parti qui l'a créé. Le Parti a donc besoin d'un mécanisme approprié à la surveillance de l'Etat, qui le palpe et le sonde, et qui soit à la fois moral, politique et pratique. Telle doit être la nouvelle Inspection Ouvrière combinée avec notre Commission Centrale de Contrôle.

Le devoir de notre Parti

Notre Parti doit exiger de plus en plus énergiquement de l'Etat et de toutes ses organisations qu'ils apprennent à travailler systématiquement selon un plan établi, qu'ils apprennent à arrêter un plan, à prévoir l'avenir, à ne plus marcher au hasard, à former leurs collaborateurs dans les cadres de ce plan et à les enrichir d'expérience. Dans le but de transformer notre Etat formons de toutes nos institutions des établissements d'éducation communiste-soviétiste dont sortiront les nouvelles générations de techniciens ouvriers et paysans qui sauront incarner les intérêts de l'Etat ouvrier et paysans et marcher vers son but.

La question des nationalités

La psychologie nationale est un explosif révolutionnaire dans certains cas, et une force explosive, contre-révolutionnaire dans d'autres, énorme toujours. Rappelons-nous l'usage que la bourgeoisie a su faire, pendant la guerre, de cette dynamite. Rappelons-nous comment la bourgeoisie a mobilisé le prolétariat pour la défense de ses intérêts nationaux. L'expérience diabolique a réussi contre nous. La bourgeoisie a su employer l'explosif nationaliste pour les fins de l'impérialisme. Mais elle a suscité en Orient, aux Indes en Chine, de vastes mouvements qui se dressent maintenant contre elle et accumulent des explosifs révolutionnaires d'une puissance formidable.

Dans notre édification soviétiste les forces du nationalisme peuvent être dirigées pour ou contre la révolution. Si nous ne savons pas approcher le paysan ukrainien, comprendre sa mentalité, connaître sa langue, nous susciterons peut-être des mouvements tels que ceux de Petlioura, [2] mais plus dangereux, parce que plus profonds. Mais si le paysan ukrainien se voit et sent que le Parti Communiste et le pouvoir des Soviets l'abordent avec bonne volonté, le comprennent et lui disent : «Nous te donnons tout ce que nous pouvons te donner, nous voulons t'aider à monter, nous voulons t'aider à accéder dans ta propre langue maternelle aux bienfaits de la culture. Toutes les administrations de l'Etat, la Poste et les Chemins de Fer doivent parler la langue, parce tu es chez toi, dans ton Etat» — le paysan comprendra.

Nous n'avons pas encore résolu la question nationale comme nous n'avons pas encore résolu définitivement aucune question ni économique, ni de culture intellectuelle. Nous avons seulement réalisé les conditions préalables, révolutionnaires, des solutions voulues. Nous avons détruit le tsarisme, prison des nationalités. Il nous appartient maintenant de faire de l'égalité des peuples libérés la réalité pratique quotidienne.

[fin première partie]

La vigueur du Parti

L'année écoulée a fortifié le Parti qui s'est épuré d'éléments étrangers et enrichi d'éléments prolétariens. Le Parti, en présence de la Nep, a trop bien barricadé ses portes. Il peut offrir plus de facilités d'accès aux travailleurs de l'usine. La prépondérance de plus en plus manifeste des éléments prolétariens dans le Parti est pour lui une garantie de vigueur. Nous en voyons une autre dans son influence grandissante sur la jeunesse ouvrière.

Lénine

[3] Quant à la clarté de pensée et la fermeté de volonté, notre Parti a traversé cette année une épreuve de plus, une lourde épreuve qui pèse encore sur tous les esprits. Je veux parler de la maladie de Vladimir Illitch. Au début de mars, elle s'aggrava. Le Bureau Politique se réunit afin d'en informer le Parti et le pays. Je vous laisse à penser ce que nous éprouvions à ce moment là ! Nous pensions non seulement à Lénine, dont chaque battement de cœur nous est précieux mais à l'impression que produirait sur la classe ouvrière et le parti la mauvaise nouvelle. Nul d'entre nous ne doutait qu'elle serait largement utilisée par nos ennemis mais nul d'entre nous ne doutait qu'il fallait, néanmoins, dire toute la vérité. Dans notre Parti, collectivité d'un demi-million d'hommes, pourvue d'une grande expérience, Lénine occupe une place à part. Il n'y a pas encore eu dans l'histoire de personnalité dont l'importance ait été aussi grande pour un pays ou pour l'humanité. Le fait qu'il ne puisse plus travailler et que son état de santé fut grave ne pouvait pas ne pas nous inspirer de grandes anxiétés politiques. Certes nous avons dit qu'il n'y a pas «... de sauveur suprême, Ni Dieu, ni César, ni tribun...» mais cela n'est vrai qu'en fin de compte. S'il n'y avait eu ni Marx ni Lénine la classe ouvrière eut conçu ses méthodes, formulé sa pensée, lutté et vaincu, tout de même, mais, avec plus de lenteur. Le fait qu'elle a formé Marx et Lénine lui confère un immense avantage. Or, cette année Lénine n'a pu nous prêter, au travail, qu'un concours partiel. Tout dernièrement il nous a donné quelques rappels et quelques directives — sur la paysannerie, l'Etat, la question nationale, — qui nous suffiront pour quelques années. Il fallait pourtant publier l'aggravation de son état de santé. Comment réagirait les masses paysannes pour qui Lénine représente un inappréciable capital moral. C'est dans ces heures de crise qu'on juge la valeur morale d'un parti, la force de son unité, et de sa discipline en présence même de l'élément humain, trop humain... Depuis un moment déjà Lénine a quitté le travail. Le Parti a serré les rangs, écarté tout ce qui pouvait le diviser, diminuer la clarté de sa pensée, diminuer sa combativité.

Le problème du rôle de l'individualité dans l'histoire, que nous étudions jadis en prison et en exil se

pose ainsi pratiquement devant le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. Nos militants le posent et y répondent : «Un génie naît par siècle et l'histoire n'en que deux qui se soient mis à la tête du prolétariat : Marx et Lénine.» Le Parti le plus puissant et le plus unanime ne peut pas créer un homme de génie, mais il peut s'efforcer de le remplacer en redoublant l'effort collectif. Telle est la théorie du rôle de l'individualité et de l'effort collectif que nos Commissaires politiques exposent aux soldats rouges. Elle est juste. Lénine en ce moment ne travaille plus. Du premier au dernier travaillons double !

Nous sommes des révolutionnaires de la tête aux pieds.

A notre XIIe congrès, notre premier congrès sans Lénine depuis la Révolution d'Octobre, répétons-nous les règles essentielles qu'il faut graver dans notre conscience :

Ne nous immobilisons pas ; souvenons-nous de l'art des mouvements brusques, manœuvrons, mais ne nous désagrégeons pas ; concluons des alliances temporaires ou durables, mais ne permettons pas à nos alliés de s'introduire dans notre Parti, restons nous-mêmes, restons l'avant-garde de la révolution mondiale. Et lorsque le tocsin retentira en Occident — il y retentira infailliblement — si même nous sommes complètement absorbés, semble-t-il, dans les calculs, les bilans et la Nep, nous répondrons à l'appel sans délai, ni hésitation : Nous sommes des révolutionnaires de la tête aux pieds, nous l'avons toujours été et nous le resterons jusqu'à la fin !

Kharkov le 20 avril 1923

Notes

[1] Il s'agit de l'occupation par l'armée française de la région frontalière industrielle de l'Allemagne : la Rhur. Cette occupation provoqua en Allemagne et en France de forts mouvements de protestations.

[2] Nationaliste ukrainien qui, sous la conduite des impérialistes, s'est violemment opposé aux Soviét.

[3] Cf. une autre traduction de la partie finale de ce texte (à propos de la maladie de Lénine) dans l'ouvrage «Lénine».